



**VILLE DE L'ISLE-ADAM**

# **RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT**

**DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL  
DU JEUNE ENFANT (EAJE)**



Mairie annexe « le Castelrose »

I, Avenue de Paris 95290 L'Isle-Adam

Courriel. [petite.enfance@ville-isle-adam.fr](mailto:petite.enfance@ville-isle-adam.fr)





## SOMMAIRE

Préambule .....	1
<b>1 Description et types d'accueil .....</b>	<b>1</b>
<b>2 Conditions d'inscription.....</b>	<b>2</b>
2.1 La pré-inscription .....	2
2.2 L'attribution des places.....	2
2.3 L'admission.....	3
2.4 La composition du dossier d'admission .....	3
2.4.1 Les changements de coordonnées et/ou de situations.....	3
2.4.2 La fiche de renseignement .....	3
2.4.3 L'enfant en situation de handicap, de difficulté particulière et/ou passagère.....	4
2.5 Le contrat individuel d'accueil.....	4
2.5.1 Forfait mensuel .....	4
2.5.2 Suivi et révision du contrat individuel d'accueil.....	4
2.5.3 Durée du contrat.....	5
2.5.4 Fin de contrat.....	5
<b>3 Les professionnels petite enfance .....</b>	<b>6</b>
<b>4 Conditions d'accueil .....</b>	<b>8</b>
4.1 L'adaptation .....	8
4.2 Les horaires .....	8
4.3 L'accompagnement de l'enfant.....	8
<b>5 L'organisation du quotidien de l'enfant .....</b>	<b>9</b>
5.1 L'hygiène de vie.....	9
5.2 L'alimentation.....	9
5.3 Le trousseau .....	9
5.4 La sécurité.....	9
<b>6 Surveillance médicale et prévention .....</b>	<b>10</b>
6.1 La surveillance médicale.....	10
6.2 Les médicaments et autres prescriptions.....	10
6.3 La santé de l'enfant .....	11
6.4 La vaccination.....	11
6.5 Maladies à éviction .....	12
6.6 Accident/urgences.....	12
<b>7 Participation financière des parents.....</b>	<b>12</b>
7.1 Le barème CAF.....	12
7.2 La participation familiale .....	14
7.2.1 Calcul de la participation familiale.....	14
7.2.2 La participation financière.....	14
7.2.3 Les ressources prises en compte.....	15
7.2.4 Les majorations .....	15
7.2.5 Les pénalités .....	15
7.2.6 Les déductions .....	15
7.2.7 Les modalités de règlement.....	15
7.2.8 Réclamation, contestation.....	15
7.3 Les outils CAF.....	16
<b>8 Les congés .....</b>	<b>17</b>
<b>9 Informations et participation des parents .....</b>	<b>17</b>
<b>10 Dispositions particulières .....</b>	<b>17</b>
10.1 Assurance .....	17



## PREAMBULE

---

Le règlement de fonctionnement a pour objet de fixer les conditions d'admission et d'accueil des enfants de moins de quatre ans et de préciser les modalités de fonctionnement des Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) conformément aux décrets N°2000-762 du 1<sup>er</sup> août 2000, 2007-230 du 20 février 2007 et du 8 juin 2010, 2018-42 du 25 janvier 2018, en conformité avec les règles de la CNAF dans le cadre du financement de la structure, du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Il est remis aux parents lors de l'admission de leur enfant avec leur contrat d'accueil. Il est également disponible au sein des structures et remis aux différents personnels.

Le fait de confier son enfant dans un EAJE vaut acceptation complète et sans réserve par les parents des dispositions du présent règlement.

## 1 DESCRIPTION ET TYPES D'ACCUEIL

---

Les EAJE municipaux de la ville de L'Isle-Adam sont des structures qui, dans la limite des places disponibles, accueillent des enfants âgés de 10 semaines à l'entrée en école maternelle pour le Multi-accueil et la Crèche familiale, de 12 mois à l'entrée à l'école maternelle pour la Halte-Garderie.

Ces trois structures veillent à la santé, à la sécurité, au bien-être et à l'épanouissement des enfants qui leur sont confiés. Elles assurent un accueil collectif (Multi-accueil et Halte-garderie) ou familial (Crèche familiale). Elles visent à favoriser l'accueil d'enfants en situation de handicap, d'accueil d'urgence, d'accueil lié aux démarches d'insertion des parents.

L'ouverture d'un EAJE est soumise à l'avis du Président du Conseil Départemental qui en précise la capacité d'accueil.

Trois types d'accueil sont proposés:

➤ **L'accueil régulier**

L'accueil est horaire et prévisible. Il permet de répondre à un besoin d'accueil permanent. Il donne lieu à un contrat d'accueil prenant en compte les besoins d'accueil de la famille et les possibilités de la structure.

➤ **L'accueil ponctuel**

Il a pour objectif de répondre à des demandes occasionnelles. L'enfant est connu de la structure mais le rythme n'est pas prévisible d'avance.

➤ **L'accueil d'urgence**

Il s'agit d'accueillir en urgence les enfants dirigés par des services de l'État ou autres services sociaux et/ou médicaux pour des causes sociales, médicales ou judiciaires.

La réservation et la période d'adaptation ne sont pas obligatoires pour ce mode d'accueil à durée déterminée. Les enfants seront orientés sur le Multi-accueil, la Crèche Familiale ou la Halte-Garderie en fonction des besoins et des demandes des familles mais aussi en fonction de la disponibilité d'accueil des EAJE.

## 2 CONDITIONS D'INSCRIPTION

---

Les familles doivent résider prioritairement à L'Isle-Adam mais des places sont également réservées à la Halte-Garderie pour les habitants de Parmain.

### 2.1 LA PRE-INSCRIPTION

Toute demande d'inscription d'un enfant en structure municipale Petite Enfance Adamoise passe tout d'abord par une pré-inscription. Valable pour tous les EAJE municipaux de L'Isle-Adam, elle est ouverte à toutes les familles quelque soit leurs situations professionnelles. Elle s'effectue sur rendez-vous **préalable** à partir du 4ème mois de grossesse.

En ligne sur le site de la Ville : <https://rdv.ville-isle-adam.fr/isleadamrdv>

Assurés à tour de rôle par chacune des directrices des structures et le responsable du Relais Assistants Maternels (RAM), les pré-inscriptions ont lieu tous les lundis et mercredis après-midi au entre Social Sœur Joannès, 4 rue Dambry.

Les pièces suivantes doivent être apportées :

- Le justificatif de grossesse si l'enfant n'est pas né,
- L'acte de naissance si l'enfant est né,
- La page enfants du livret de famille si l'enfant est né et/ou si fratrie.
- Le justificatif de domicile de moins de trois mois (*quittance de loyer, facture d'électricité*)
- Le dernier avis d'imposition du foyer

Après la naissance et dans un délai d'un mois, l'inscription doit obligatoirement être confirmée par les parents (*acte de naissance*). Toute demande non confirmée dans ce délai est considérée comme caduque.

Tout changement intervenant dans la situation familiale ou professionnelle des parents doit être déclaré dans le mois qui suit.

**La pré-inscription ne vaut pas admission**

### 2.2 L'ATTRIBUTION DES PLACES

Les demandes sont examinées lors de la commission d'attribution des places, présidée par les adjointes au Maire déléguées à la Petite Enfance des deux communes (L'Isle-Adam et Parmain) en présence de la responsable des Services à l'Enfance, du coordinateur de l'enfance et de la petite enfance, des directrices des structures.

Les places sont attribuées en fonction des disponibilités et des critères suivants:

- Les besoins de la famille,
- La date d'inscription,
- L'âge de l'enfant,
- La date d'entrée,
- Des situations particulières (*insertion professionnelle, recherche d'emploi, formation, etc.*)

En cas de désistement d'une famille retenue initialement ou en cas de libération de places en cours d'année, une liste d'attente établie lors de la commission, permet l'admission de nouveaux enfants. L'admission n'est valable que pour la demande formulée lors de la pré-inscription.

Tout changement, notamment sur le volume horaire, les jours ou la date d'entrée, entraîne une révision du dossier.

## 2.3 L'ADMISSION

**La notification :** L'acceptation ou le refus sont notifiés par écrit à la famille.

**Le délai de réponse:** Suite à l'envoi de la notification, la famille dispose d'un délai précisé chaque année pour prendre contact avec la direction de la structure concernée afin de constituer le dossier d'inscription. Passé ce délai, la place est considérée comme vacante, les parents en sont informés par écrit et elle est proposée à une autre famille de la liste d'attente.

En cas d'acceptation, la date d'entrée est fixée définitivement. En cas de refus, de report par la famille, cette dernière doit le notifier par écrit.

## 2.4 LA COMPOSITION DU DOSSIER D'ADMISSION

L'inscription de l'enfant devient définitive après constitution complète du dossier (dossier administratif et contrat d'accueil), de l'acceptation du présent règlement, de la visite médicale d'admission de l'enfant effectuée par le médecin référent de la ville et/ou du certificat du médecin traitant notifiant l'aptitude de l'enfant à la vie en collectivité.

Le dossier administratif doit obligatoirement comporter les pièces (originaux) suivantes:

- Le livret de famille ou l'acte de naissance,
- Un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois (quittance de loyer, facture EDF)
- Le numéro d'allocataire CAF ou à défaut le dernier avis d'imposition du foyer

Parent seul au foyer : Il devra fournir en plus des documents demandés ci-dessus, les justificatifs suivants :

- Jugement du tribunal afin que l'enfant soit récupéré par le parent qui en a la garde en cas d'urgence
- L'attestation de versement d'une pension alimentaire s'il y a lieu. Seule cette dernière, contrairement à l'Allocation de Soutien Familial est incluse dans les ressources du parent isolé.

### 2.4.1 Les changements de coordonnées et/ou de situations

Pour le bien-être et la sécurité de l'enfant, les parents sont tenus d'informer, par téléphone **et** par écrit (courriel), la direction de la structure de tout changement afin d'être joint en cas de nécessité : (*Situation familiale - Adresse - Téléphone/courriel - Employeur et/ou lieu de travail*).

### 2.4.2 La fiche de renseignement

Elle doit être dûment complétée datée et signée avec les autorisations suivantes :

- L'autorisation de soins d'urgence et d'hospitalisation,
- L'autorisation relative à l'administration des médicaments
- L'autorisation de sortie, l'autorisation de photographier l'enfant,
- Une attestation d'assurance (responsabilité civile),
- Une photocopie des pages vaccinations du carnet de santé en conformité avec le calendrier vaccinal en vigueur (*voir VII Surveillance médicale et prévention / C. La vaccination page 13*)
- Un certificat médical d'aptitude à la vie en collectivité, s'il n'y a pas de visite d'admission.

### 2.4.3 L'enfant en situation de handicap, de difficulté particulière et/ou passagère

Que l'enfant soit atteint d'une maladie chronique, d'une allergie, d'une intolérance alimentaire ou en situation de handicap, il peut trouver sa place au sein des structures. Toutefois une réflexion entre (le) le médecin référent de la Petite Enfance, l'infirmière puéricultrice référent santé de la ville de l'Isle-Adam et l'équipe est indispensable. Elle implique une disponibilité, une écoute importante de l'équipe, une information voire une formation minimum, un soutien au personnel et un accompagnement des autres enfants.

L'équipe présente s'attache à favoriser sa sécurité, son bien être, son éveil et son développement, tout comme pour les autres enfants.

Dans ce cas, un PAI (projet d'accueil individualisé) est mis en place, en collaboration avec (le) la médecin et l'infirmière référents Petite Enfance de la ville de l'Isle-Adam, (le) la médecin traitant, l'équipe et les parents.

## 2.5 LE CONTRAT INDIVIDUEL D'ACCUEIL

L'accueil est déterminé en fonction des besoins de la famille concernée, des places et des horaires disponibles. Un contrat individuel d'accueil pour chaque enfant est établi entre la famille et (le) la responsable de la structure et la ville de L'Isle-Adam.

Ce contrat précise:

- La durée du contrat,
- Les horaires journaliers d'arrivée et de départ de l'enfant,
- Le nom des personnes majeures (autres que les parents) autorisées à venir chercher l'enfant,
- La participation familiale horaire,
- Le forfait mensuel de facturation.

L'organisation de l'accueil des enfants dans l'établissement est établie en fonction de son agrément et des présences réservées. Aussi la famille s'engage à respecter les horaires journaliers d'arrivée et de départ déterminés dans le contrat individuel d'accueil.

### 2.5.1 Forfait mensuel

Pour sa détermination, le nombre d'heures réservées par semaine, le nombre de semaines d'accueil et le nombre de mois sont pris en compte, selon la formule de calcul suivante:

**Total d'heures réalisées par semaine X le nombre de semaines réservées**

**Nombre de mois du contrat**

A noter que toute demi-heure d'accueil commencée est due (feuille de présence arrivée/départ signée par le parent).

### 2.5.2 Suivi et révision du contrat individuel d'accueil

Dans ce cadre, le contrat peut évoluer en fonction des changements de situation des parents (grossesse difficile, changement d'employeur, perte d'emploi) et selon les possibilités d'accueil.

Elle est aussi revue lors de:

- Changement de situation familiale (*mariage, concubinage, naissance, séparation, divorce, décès*),

- Changement dans la situation économique (*cessation ou reprise d'activité, chômage...*), la situation est réétudiée en fonction des nouveaux renseignements et également selon les informations de la CAF.

Par conséquent:

- ↪ **Lorsqu'il s'agit de révisions horaires, toute modification notifiée est appliquée le 1er du mois suivant.**
- ↪ **Lorsqu'il s'agit de révisions tarifaires, la date de mise à jour du contrat se fait selon la réglementation en vigueur.**

Il peut être révisé à l'initiative (du) de la responsable de la structure quand il apparaît que la réalité de l'accueil n'est pas en adéquation avec les séquences et/ou les horaires déterminés. Au-delà de trois dépassements d'heure sur une période d'un mois, le contrat est revu. Dans tous les cas, la révision des éventuelles modifications font l'objet d'un entretien avec la directrice ou son adjointe, aboutissant à la signature d'un nouveau contrat.

### 2.5.3 Durée du contrat

Le contrat est établi au maximum pour un an. A son échéance et sauf avis contraire de l'une ou l'autre des parties, il est reconduit tacitement pour une nouvelle période, à l'exception d'un déménagement hors commune durant la période contractuelle.

Les enfants fréquentant la Halte-Garderie peuvent bénéficier d'une intégration sur les petites vacances et le mercredi au Multi-Accueil.

### 2.5.4 Fin de contrat

La fin du contrat peut intervenir dans les conditions suivantes:

**A la demande de la famille:** Par courrier adressé au Service Enfance de la ville de L'Isle-Adam, moyennant un préavis d'un mois avant la sortie effective de l'enfant. Le préavis prenant effet au 1er du mois pour une sortie en fin de mois (30 ou 31). A défaut, celui-ci est facturé jusqu'à son terme.

**Sur la décision de la Mairie:** Après notification écrite, en cas de non-paiement des frais de garde et/ou en cas de non respect du contrat individuel d'accueil, du règlement intérieur et des vaccinations obligatoires en vigueur.

En tout état de cause, il doit obligatoirement prendre fin à la date de scolarisation à temps complet de l'enfant au plus tard au 4ème anniversaire de l'enfant.

En cas d'absence injustifiée de l'enfant de plus de 2 semaines, l'enfant est considéré comme définitivement sortant. Le premier jour d'absence est considéré comme le point de départ du mois de préavis normalement dû par les parents. Cette période d'un mois est intégralement facturée aux parents.

**En cas de chômage ou de licenciement:** A la demande des parents, la sortie de l'enfant peut se faire sans préavis. Si la famille le préfère, l'accueil peut se poursuivre après étude des besoins et de la situation, en liaison avec (le) la responsable de la structure.

**Lors d'un déménagement en dehors de la commune:** Conformément à la réglementation relative à la PSU (Prestation de Service Unique), le changement de lieu de résidence d'un enfant accueilli dans une structure Petite Enfance, en l'occurrence hors commune, ne doit pas être une mesure discriminatoire.

Toutefois, durant la période d'accueil contractualisée, une majoration, votée au Conseil Municipal est réclamée à la famille (*voir modalités VII - Participation financière des parents*) et à l'issue de la période, le contrat ne sera pas renouvelé.

En dehors du départ prévu de l'enfant ou d'un déménagement des parents, les motifs de radiations sont les suivants:

- Un comportement inadéquat aux règles de la vie en collectivité,
- Le non-paiement de la participation familiale (2 factures impayées),
- Le non respect du règlement intérieur par les parents, notamment les horaires,
- Une période de plus de 2 semaines d'absences injustifiées,
- 3 retards dans l'année non justifiables

Elle est prononcée par le Maire ou son représentant.

La décision motivée est notifiée à la famille par courrier avec accusé de réception, avec un préavis d'une semaine pour mise en œuvre de la radiation.

Toutefois, en cas de troubles pouvant mettre en danger la sécurité des enfants ou du personnel de l'établissement, la décision peut être immédiatement exécutoire pour les motifs suivants:

- Le comportement agressif ou discourtois des adultes envers le personnel,
- Toute déclaration inexacte concernant l'autorité parentale,
- La non présentation de l'enfant le 1er jour de l'adaptation sauf en cas de force majeure justifiée.

### 3 LES PROFESSIONNELS PETITE ENFANCE

---

Les enfants sont pris en charge par une équipe de professionnel(le)s de la Petite Enfance et pluridisciplinaire.

Tous les employés qui travaillent en EAJE sont tenus au secret professionnel ainsi qu'à un devoir et une obligation de réserve.

#### **(Le) la responsable d'établissement**

Il (elle) encadre, forme, anime, négocie, impulse et conduit l'équipe pluridisciplinaire pour mettre en place les actions et les projets ; il (elle) favorise le travail en partenariat avec les autres instances (sociales, éducatives, culturelles...).

Il (elle) est le garant de la qualité de l'accueil des enfants et de leurs familles, il (elle) assure l'organisation et la gestion de l'établissement et fait appliquer les dispositions du règlement de fonctionnement.

En cas d'absence (du) de la responsable de l'établissement,) un(e)adjoint(e) au responsable ou un(e) référent(e) de continuité de direction a préalablement été désigné(e) pour assurer le bon fonctionnement de la structure.

#### **Les éducateurs(trices) de jeunes enfants**

L'éducateur(trice) de jeunes enfants a un rôle éducatif, préventif et relationnel en EAJE. (Il) elle identifie, accompagne et répond aux différents besoins des jeunes enfants en respectant leurs développements dans leur globalité (développement affectif, sensoriel, cognitif et moteur). Ainsi (il) elle coordonne et organise les actions pédagogiques et éducatives de l'équipe.

### **Les auxiliaires de puériculture**

Ils (elles) prennent en charge l'enfant individuellement ou en groupe, répondent à ses besoins et sollicitations, assurent la surveillance, les soins et mènent avec l'es éducateurs(trices) de jeunes enfants des activités d'éveil.

### **Les assistantes maternelles (en Crèche familiale)**

Agréées par le Conseil Départemental, elles accueillent à leur domicile, les enfants qui leurs sont confiées. Elles répondent aux règles d'hygiène et de sécurité pour l'accueil des enfants, assurent un confort physique et psychoaffectif. Elles proposent des activités d'éveil en complément de celles en lien avec le projet pédagogique de la Crèche familiale.

Elles font partie intégrante de l'équipe et reçoivent régulièrement la visite de l'équipe d'encadrement pour assurer leur accompagnement et suivi.

### **Les agents titulaires du CAP Petite Enfance/CAP AEPEI**

Elles participent à l'accueil quotidien de l'enfant et aident les auxiliaires de puériculture à la réalisation des soins. Elles mettent en place des activités après validation auprès de l'éducateur(trice) de jeunes enfants, de la direction ou des auxiliaires de puériculture.

Ils (elles) assurent les fonctions liées à la préparation des repas, l'entretien du linge ainsi que la propreté des locaux et participent à la vie de l'établissement.

### **Les stagiaires ou apprenti(e)s**

Ils (elles) participent à l'accueil quotidien de l'enfant et effectuent un certain nombre des tâches confiées aux professionnel(elle)s dans leur domaine de formation, sous les conseils et avec l'encadrement de ces dernier(e)s.

### **L'infirmière Puéricultrice**

Elle prend en charge la prévention et la surveillance médico-sociale des enfants. Ainsi, (il) elle surveille leur santé et leur prodigue les soins nécessaires.

Elle élabore les protocoles d'urgence et de prévention avec (le) la responsable de la structure et le médecin référent petite enfance.

Elle forme le personnel aux différentes règles d'hygiène en collectivité, organise, participe et assure le suivi des visites médicales, gère les stocks de matériel paramédical et de médicaments. Par ailleurs, elle peut être amené(e) à accueillir les enfants.

### **(Le) la médecin**

(Il) elle assure la visite médicale d'admission des enfants inscrits de moins de 4 mois ou nécessitant la mise en place d'un Projet d'Accueil Individualisé ou une prise en charge particulière, en présence des parents.

En collaboration avec l'infirmière puéricultrice et les équipes pluridisciplinaires des EAJE, (le) la médecin assure le suivi des enfants bénéficiant d'un PAI (Projet d'Accueil Individualisé).

(Il) elle peut être amené(e) à rencontrer les familles et leur enfant, à leur demande ou à celle des équipes, a un rôle de prévention et de formation auprès des équipes.

(Il) elle peut établir un certificat d'éviction s'il (si elle) dépiste une maladie contagieuse et/ou si la famille refuse de suivre les obligations vaccinales.

## 4 CONDITIONS D'ACCUEIL

---

### 4.1 L'ADAPTATION

Une période d'adaptation de l'enfant à son nouvel environnement est exigée. Elle est aussi importante à 10 semaines qu'à 4 ans. C'est un moment privilégié durant lequel s'établit le premier contact de l'enfant et de sa famille avec la structure d'accueil. L'adaptation est établie en fonction de chaque enfant, de sa famille, avec l'équipe d'accueil et la direction.

En règle générale, la première séance n'excède pas une heure. Le lendemain l'enfant vient un peu plus, jusqu'au dernier jour où il est accueilli en petite journée. La période d'adaptation est facturée sur les heures réelles de présence selon le tarif de la famille. Sa durée et son étalement dans le temps sont définis par la direction en concertation avec la famille.

### 4.2 LES HORAIRES

Les horaires sont consignés chaque jour et doivent être respectés. En cas de retard exceptionnel, les parents sont tenus d'informer (le) la professionnel(le) référent (assistante maternelle, auxiliaire de puériculture ou responsable) et engendre une facturation supplémentaire sans majoration de tarif. Le non-respect fréquent des horaires peut entraîner l'exclusion de l'enfant.

Dans l'intérêt des enfants et pour une bonne organisation de la journée, les horaires minimums à respecter sont :

- ⚙ Arrivée jusque 9h15 le matin sur l'ensemble des établissements d'accueil
- ⚙ Départ à partir de 16h30 le soir pour la Halte-Garderie et le Multi-Accueil, 17h00 pour la Crèche Familiale

**L'absence d'un enfant non signalé au-delà d'une ½ h libèrera la place pour les demandes de places occasionnelles des familles en attente sur l'EAJE concerné.**

Pour permettre une bonne transmission des informations de la journée, il est souhaitable que les parents arrivent 10 minutes avant l'heure de départ de l'enfant sachant que ces transmissions font parties intégrantes du temps d'accueil.

Les EAJE de la Ville de L'Isle-Adam peuvent faire l'objet de fermetures à l'occasion des vacances scolaires ou de ponts. Le calendrier des fermetures est arrêté annuellement.

### 4.3 L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ENFANT

L'enfant doit être amené et repris par ses parents. Ils peuvent préciser le nom d'une autre personne habilitée de façon permanente ou non à reprendre l'enfant par le biais d'une autorisation écrite et signée. Cette personne habilitée doit être majeure et doit se présenter avec une pièce d'identité.

## 5 L'ORGANISATION DU QUOTIDIEN DE L'ENFANT

---

### 5.1 L'HYGIENE DE VIE

L'enfant arrive le matin en parfait état de propreté corporelle et vestimentaire (habillé : pas de pyjama). L'entretien du linge est à la charge des parents. Le bain, le petit déjeuner et le dîner doivent être donnés au domicile des parents.

La ville de L'Isle-Adam fournit les couches, les repas et collations de la journée sur le temps d'accueil. Si les parents fournissent les couches (et/ou le repas en cas de PAI) cela n'engendre pas de déduction.

### 5.2 L'ALIMENTATION

Le lait infantile est fourni par les parents (boîte non entamée).

Dans le cas où une mère souhaite poursuivre l'allaitement de son bébé, elle peut fournir son lait selon un protocole précis, remis par la directrice de la structure.

Chaque structure petite enfance suit la diversification alimentaire entamée par les parents.

Les directrices de la Halte-Garderie et du Multi-Accueil se chargent de commander les repas au prestataire, en tenant compte des habitudes alimentaires de chaque enfant.

Les assistantes maternelles de la Crèche Familiale préparent elles-mêmes les repas, qu'elles adaptent à chaque enfant.

En cas d'allergie alimentaire un PAI (Projet d'Accueil individualisé) est mis en place en collaboration avec le pédiatre de la crèche, l'infirmière puéricultrice, la famille et la structure d'accueil.

Les plats « faits maison », apportés par les familles, ne sont pas autorisés.

### 5.3 LE TROUSSEAU

Les parents doivent apporter un trousseau **nominatif** de rechange qui comporte :

- 1 crème érythème fessier
- Du sérum physiologique
- 1 thermomètre
- 1 ordonnance de paracétamol en sirop (datant de moins de 6 mois qu'il vous sera demandé de renouveler en cours d'année) + un flacon non ouvert de Paracétamol
- 1 biberon
- 1 boîte de lait infantile (selon le choix des parents) non entamée
- 1 tenue de rechange complète (body, chaussettes, tenue de « jour », pull, gilet, chaussons, vêtements de sortie selon la saison)

**Il est indispensable que l'enfant dispose de son objet transitionnel (« doudou », tétine, lange...) avec sa boîte.**

### 5.4 LA SECURITE

En raison des risques d'accident, le port de bijoux est **strictement** interdit aux enfants (chaîne, médailles, boucles d'oreilles,...). De même, il est interdit d'apporter de menus objets présentant un danger réel (barrettes à perles, pièces de monnaie, billes,...).

Afin de prévenir tout risque de sortie intempestive des enfants, il est demandé aux familles de fermer soigneusement les portes ou grilles (jardins, entrées) derrière eux.

De plus, il leur est demandé de respecter les règles d'hygiène en vigueur (ne pas fumer, ni vapoter et porter les sur-chaussures mises à disposition).

Il est rappelé que les enfants sont sous l'entière responsabilité de leurs parents, tant que ces derniers sont dans la structure.

## 6 SURVEILLANCE MEDICALE ET PREVENTION

---

### 6.1 LA SURVEILLANCE MEDICALE

Un contrôle régulier de l'enfant par (un) un médecin est obligatoire et doit être effectué sous la responsabilité des parents.

Dans le cadre d'une intégration en structure Petite Enfance, l'article R.2324-39 du code de la santé publique, précise notamment que l'avis du médecin de la structure est requis pour les enfants de moins de 4 mois ou présentant des problèmes de santé. Pour les autres, l'avis du médecin traitant est suffisant.

#### ***Organisation de la surveillance médicale dans les structures:***

(Le) la médecin référent Petite Enfance de la ville de l'Isle-Adam reçoit en consultation les enfants en situation de handicap mais aussi tout enfant demandant une surveillance médicale ou suscitant un questionnement à l'équipe de la structure.

(Il) elle rencontre une fois par mois le(la) responsable des structures de la Petite Enfance. Cette réunion est préparée et l'ordre du jour est établi selon les besoins des responsables.

L'infirmier(ière) est présent(e) dans les structures pour valider les ordonnances, les traitements et les administrer. (Il) elle intervient quand un enfant présente de la fièvre et/ou est victime d'un accident ou incident demandant l'intervention des secours ou la présence des parents. En son absence, et avec l'accord écrit des représentants légaux de l'enfant, une délégation aux équipes est mise en place selon les structures.

### 6.2 LES MEDICAMENTS ET AUTRES PRESCRIPTIONS

Dès l'entrée en structure, (le) la médecin traitant doit établir une ordonnance, détaillant la conduite à tenir en cas de fièvre ou de douleur chez l'enfant. Elle doit rester dans une pochette avec les médicaments prescrits.

En cas de maladie subite ou d'accident, d'état général de l'enfant fiévreux, le(la) responsable de la structure peut demander aux parents de venir rechercher très rapidement l'enfant.

Aucun médicament ne peut être donné sans la présentation de l'ordonnance, nominative et récente. L'administration de médicaments dans la journée doit rester exceptionnelle.

De préférence, pour le confort des enfants et des équipes, la famille se fera prescrire, au près du médecin traitant, une médication pouvant être administrée à la maison matin et soir.

Si toutefois le traitement nécessitait trois prises par jours, il est obligatoire de fournir un flacon fermé et dédié à la structure (ouvert par le personnel et qui reste en structure).

Tout traitement non accompagné d'une ordonnance nominative, ouvert et ne figurant pas sur la liste suivante, ne sera en aucun cas administré à votre enfant :

- Les antibiotiques en 3 prises par jour :  
*Amoxicilline => Clamoxyl,*  
*Amoxicilline, acide clavulanique => Augmentin,*  
*Bactrim,*
- Ventoline,
- Les collyres antibiotiques,
- Le paracétamol,

Les parents doivent informer le professionnel référent dès le début de tout traitement médical pour éviter un surdosage ou une incompatibilité.

Les traitements de type anti-reflux, asthme... font l'objet d'un PAI (Projet d'Accueil Individualisé) signé entre les parents, la ville de L'Isle-Adam, (le) la médecin référent Petite Enfance.

La venue d'auxiliaires médicaux extérieurs chargés de pratiquer des soins spécifiques à l'enfant, n'est pas autorisée. Ces soins spécifiques (ex : séance de kinésithérapie...) doivent être pratiqués au sein de la famille.

Dans l'intérêt de l'enfant, il est demandé de tenir le carnet de santé de l'enfant (ou une photocopie récente et à jour) sous enveloppe cachetée sur laquelle il est notifié « Secret Médical ».

### 6.3 LA SANTE DE L'ENFANT

Toute absence de l'enfant pour raison médicale doit être signalée le jour même avant 9h, à la structure.

Tout enfant fiévreux et présentant des signes cliniques associés (apathie, mauvaise humeur, pleurs, etc.) ou manifestation malade, ne peut être admis dans la structure même pour un laps de temps très court (présentation obligatoire d'un certificat médical sous 48h pour toute maladie donnant lieu à une éviction).

Il ne réintègre la structure qu'après son rétablissement (disparition des symptômes de malaise) ou prise du traitement au moins pendant 24 heures.

Pour certaines pathologies ne nécessitant pas l'éviction, la fréquentation de la collectivité est déconseillée en phase aiguë de la maladie. Cette décision prise au cas par cas, et selon l'état général de l'enfant, est du ressort du responsable de la structure et doit être conditionnée par le confort de l'enfant, notamment si les symptômes sont sévères.

La décision d'éviction et de retour dans la collectivité se fait sur avis médical.

### 6.4 LA VACCINATION

La loi du 30 décembre 2017 a étendu l'obligation vaccinale de trois à onze vaccins pour les enfants nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le vaccin contre, la Diphtérie, Tétanos et Poliomyélite (DTP) reste obligatoire auquel s'ajoute les vaccins contre :

La Coqueluche	Le Méningocoque	L'Hépatite B
La Rougeole	Le Pneumocoque	L'Haemophilus Influenzae de type b
Les Oreillons		
La Rubéole (ROR)		

Le décret 2018-42 du 25 janvier 2018 (applicable au 1er juin 2018) en précise les modalités.

Les vaccins mentionnés sont pratiqués dans les 18 premiers mois de l'enfant, selon les âges fixés par le calendrier prévu à cet effet.

L'admission de l'enfant est subordonnée à la présentation du carnet de santé ou de tout autre document remis par un professionnel de santé autorisé à pratiquer les vaccinations attestant de la situation de la personne au regard des vaccinations obligatoires.

Lorsqu'une ou plusieurs des vaccinations obligatoires font défaut, l'enfant peut être provisoirement admis. Son maintien dans la structure est subordonné à la réalisation des vaccins faisant défaut, dans les trois mois et conformément au calendrier vaccinal.

**Si la famille refuse de suivre les obligations vaccinales, une éviction définitive de l'enfant pourra être prononcée par le médecin référent de la ville.**

Par ailleurs, le BCG reste conseillé en structure Petite Enfance et reste fortement recommandé en Ile de France et pour les enfants dont les parents ont une profession médicale ou paramédicale.

## 6.5 MALADIES A EVICTION

L'éviction de la collectivité est une obligation réglementaire uniquement pour ces 11 pathologies :

L'angine à streptocoque	Les oreillons
La scarlatine	La rougeole
La coqueluche	La tuberculose
L'hépatite A	La gastro-entérite à Escherichia coli entéro-hémorragique
L'impétigo (lésions étendues)	La gastro-entérite à Shigella sonnei.
Les infections invasives à méningocoque	

## 6.6 ACCIDENT/URGENCES

En cas d'accident ou de maladie grave survenant pendant la journée, les services d'urgence (SAMU, pompiers) peuvent intervenir sur appel de l'infirmier(ière), (du) de la responsable de l'établissement ou de la personne responsable auprès de l'enfant.

Le Parents sont informés dès que possible et doivent se rendre sur place pour y rechercher l'enfant.

NB : Les services d'urgence sont seuls habilités à décider de l'orientation d'un enfant en fonction de son état de santé.

Dans l'intérêt de l'enfant, il est demandé de tenir le carnet de santé de l'enfant (ou une photocopie récente et à jour) sous enveloppe cachetée sur laquelle il est notifié « secret médical », à la disposition du (de la) responsable de la structure.

# 7 PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS

---

## 7.1 LE BAREME CAF

Le barème de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) est obligatoire. En contrepartie, la CAF verse une aide au gestionnaire, permettant de réduire significativement la

participation des familles. La participation familiale est déterminée en fonction des ressources N-2 des parents, de la composition de la famille et du temps d'accueil.

Elle est révisable chaque année en janvier. Elle correspond à un taux d'effort modulable en fonction du nombre d'enfants composant la famille, dans la limite annuelle d'un plancher CAF et du déplafonnement voté par délibération du Conseil Municipal.

Le plancher retenu pour le calcul du tarif minimum correspond au RSA annuel pour une personne isolée avec enfant déduction faite du forfait logement.

La ville de L'Isle-Adam déplafonne, le tarif est élaboré suivant les revenus réels de la famille.

Les taux d'effort sont fixés par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales. Conformément à la nouvelle circulaire CNAF n°2019-005 du 5 juin 2019, les évolutions suivantes ont été adoptées:

### ACCUEIL COLLECTIF

Nombre d'enfants	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022
1 enfant	0,0610%	0,0615%	0,0619%
2 enfants	0,0508%	0,0512%	0,0516%
3 enfants	0,0406%	0,0410%	0,0413%
4 enfants	0,0305%	0,0307%	0,0310%
5 enfants	0,0305%	0,0307%	0,0310%
6 enfants	0,0305%	0,0307%	0,0310%
7 enfants	0,0305%	0,0307%	0,0310%
8 enfants et plus	0,0203%	0,0205%	0,0206%

Exemple : Revenus annuels du foyer : 38 400€ /12 mois = 3200€/mois

ACCUEIL COLLECTIF 2 enfants à charge dont 1 enfant accueilli dans une des structures de la ville

En 2020, le taux horaire appliqué sera de : 3200€ x 0,0508% = **1,63€**

En 2021, le taux horaire appliqué sera de : 3200€ x 0,0512% = **1,64€**

### ACCUEIL FAMILIAL

Nombre d'enfants	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022
1 enfant	0,0508%	0,0512%	0,0516%
2 enfants	0,0406%	0,0410%	0,0413%
3 enfants	0,0305%	0,0307%	0,0310%
4 enfants	0,0305%	0,0307%	0,0310%
5 enfants	0,0305%	0,0307%	0,0310%
6 enfants	0,0203%	0,0205%	0,0206%
7 enfants	0,0203%	0,0205%	0,0206%
8 enfants et plus	0,0203%	0,0205%	0,0206%

Exemple : Revenus annuels du foyer : 38 400€ /12 mois = 3200€/mois

ACCUEIL FAMILIAL 2 enfants à charge dont 1 enfant accueilli dans une des structures de la ville

En 2020, le taux horaire appliqué sera de : 3200€ x 0,0406% = **1,30€**

En 2021, le taux horaire appliqué sera de : 3200€ x 0,0410% = **1,31€**

Le calcul du taux horaire est égal aux ressources annuelles déclarées à l'administration fiscale divisées par 12 et multipliées par le taux d'effort applicable à la famille.

### ***Pour l'accueil des enfants en situation de handicap***

Toute famille ayant un enfant en situation de handicap à charge bénéficie du taux d'effort immédiatement inférieur. La famille doit être bénéficiaire de l'AEEH (Allocation d'éducation de l'enfant handicapé).

Les familles ayant un enfant en situation de handicap (bénéficiaire de l'AEEH) se verront appliquer le barème correspondant à leur composition familiale réelle à laquelle on ajoute un enfant supplémentaire, que l'enfant handicapé fréquente ou non la structure.

Exemple : une famille avec un enfant en situation de handicap. Il se verra appliquer le barème concernant une famille avec 2 enfants.

### ***Pour l'accueil des enfants placés par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)***

Suite à la circulaire N°2014-09 en date du 26 mars 2014, les structures Petite Enfance de la Ville de L'Isle-Adam sont susceptibles d'accueillir des enfants placés dans le cadre de l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance).

Ce type d'accueil a une tarification à l'heure spécifique. L'application du tarif fixé correspond à la participation facturée au cours de l'année précédente (sur chaque structure) divisée par le nombre d'heures facturées l'année précédente.

Ces tarifs sont recalculés tous les ans et font l'objet d'une décision municipale.

Concernant l'accueil d'urgence, si les ressources de la famille ne sont pas connues, les structures appliquent soit le tarif plancher défini par la CNAF soit le tarif ASE, toujours au bénéfice de l'utilisateur.

## **7.2 LA PARTICIPATION FAMILIALE**

### **7.2.1 Calcul de la participation familiale**

La tarification horaire donne lieu à un forfait mensuel calculé comme indiqué ci-dessous :

$$\text{Ressources annuelles} \times \text{Taux d'effort} \times \frac{\text{Volume d'heures réservées annuelles}}{\text{Nombre de mois de facturation}}$$

### **7.2.2 La participation financière**

Elle est établie sur la base du contrat d'accueil signé par la famille.

Les Parents s'engagent à régler, non pas les heures effectivement réalisées, mais le volume d'heures réservé pour leur enfant, sauf cas prévu de déduction et de dépassement.

Chaque mois, la famille reçoit une facture correspondant à son contrat (avec les éventuelles régularisations) qui peut être corrigée par le service pour des déductions ou dépassements d'horaire.

### 7.2.3 Les ressources prises en compte

Les ressources prises en compte pour la détermination de la participation familiale sont celles définies par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales et servant de base au calcul des prestations CAF, à savoir les revenus imposables déclarés avant abattement, déduction des pensions alimentaires versées, prise en compte des pensions alimentaires reçues.

Les professionnels sont habilités à collecter les ressources des familles par le biais de la CAF. Pour les couples vivant maritalement, les ressources des deux personnes doivent être produites, il en est de même pour les familles recomposées.

### 7.2.4 Les majorations

Le changement de lieu de résidence durant la période contractuelle (annuelle) d'un enfant accueilli dans une structure Petite Enfance, en l'occurrence hors commune, entraîne une majoration de 50% du tarif contractuel.

### 7.2.5 Les pénalités

A défaut de production dans les délais précisés, la participation financière est calculée sur la base d'un prix de 8€/h, jusqu'à réception des documents. L'application de ce tarif ne donne pas lieu à régularisation rétroactive.

### 7.2.6 Les déductions

Aucune absence ne peut être déduite sauf en cas :

- D'hospitalisation de l'enfant sur présentation d'un justificatif dans les 48 heures.
- De maladie de l'enfant (déduction à partir du 2ème jour d'absence) sur présentation d'un justificatif dans les 48 heures.
- De maladie dite à éviction sur présentation d'un justificatif dans les 48 heures du médecin référent Petite Enfance de la ville de L'Isle-Adam ou médecin traitant.
- De fermeture exceptionnelle.
- De la prise des congés mentionnés au contrat et posés dans les délais.

### 7.2.7 Les modalités de règlement

Il s'effectue sous 10 jours dès réception de la facture. Celle-ci peut-être réglée:

- Par prélèvement automatique (Halte-garderie, Multi-accueil, Crèche familiale)
- Par carte bancaire
- Par chèque bancaire
- Chèque emploi service universel (CESU)
- En espèces (avec l'appoint de la facture)

**Au deuxième impayé, l'exclusion de l'enfant peut être prononcée.** Le service Enfance reste toutefois à votre écoute pour vous informer sur les modalités envisageables de règlement de factures.

Le service enfance reste à votre disposition pour les modalités et les compléments d'informations.

### 7.2.8 Réclamation, contestation

Toute contestation de facturation doit être formulée au plus tard le 15 du mois suivant pour pouvoir être corrigée si nécessaire. Passé ce délai, aucune régularisation ne sera possible.

*Exemple : Pour une facture du mois d'Avril, contestation au plus tard le 15 mai.*

## 7.3 LES OUTILS CAF

### **FILOUE** (fichier localisé des enfants usagers d'EAJE)

L'accessibilité des enfants en situation de handicap et de pauvreté à l'accueil collectif constituent un enjeu prioritaire pour la branche Famille sur la période 2018-2022. Afin d'évaluer son action et d'adapter son offre de service aux besoins des publics, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) a besoin d'informations détaillées sur les publics qui fréquentent les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (Eaje).

Le contexte de la nouvelle convention d'objectifs et de gestion signée avec l'Etat le 19 juillet 2018 a renforcé les attentes à l'égard de cette remontée d'informations. Elle est aujourd'hui généralisée et la convention signée entre la Caf du Val d'Oise et la ville de L'Isle-Adam, en tant que gestionnaire, prévoit cet engagement.

Les données annuelles sont collectées sur la base d'un intérêt public et dont le responsable est la Mairie de l'Isle-Adam. Elles ne seront conservées qu'à des fins de statistiques et transmises à la Caisse Nationale d'Allocation Familiale conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données et la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée, vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de suppression, de limitation en demandant au Service Enfance de vous communiquer les coordonnées du délégué à la protection des données.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données à caractère personnel, vous pouvez contacter le CNIL, Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (plus d'informations sur [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr))

### **CDAP** (Consultation du dossier allocataire par le partenaire)

Cdap est un service de consultation des dossiers allocataires à destination des partenaires et pour un usage strictement professionnel.

#### ***Un service sur mesure***

Cdap permet aux directrices des structures Petite Enfance de la ville d'accéder aux informations de dossiers allocataires afin de recueillir les éléments financiers permettant le calcul du Quotient Familial CAF et transmis par le Trésor Public. Les directrices des établissements d'accueil accèdent exclusivement aux données nécessaires à cet usage.

#### ***Un service sûr et confidentiel***

Cdap est régi par une convention de service entre la Caf et la Ville de l'Isle-Adam, avec un engagement personnel de l'utilisateur final qui est responsable de l'utilisation des informations qu'il consulte. Ce service respecte les règles de confidentialité et a fait l'objet d'un avis favorable de la Cnil. Les codes d'accès sont strictement personnels et confidentiels, ils ne doivent pas être divulgués.

## 8 LES CONGÉS

---

Les Établissements d'Accueil de Jeunes Enfants de la ville font l'objet de fermetures programmées à l'occasion des vacances scolaires, de ponts ou d'évènements exceptionnels. Les dates de fermeture sont communiquées en amont pour permettre aux familles de s'organiser.

A l'élaboration du contrat, les parents mentionnent le nombre de jours de congés. La période de calcul des congés annuels repose sur les éléments du contrat. Tout report ou anticipation des congés annuels d'une année sur l'autre est impossible.

Pendant la période contractuelle, les congés doivent être confirmés par écrit et posés :

- Au minimum 15 jours avant la date lorsque la durée est inférieure ou égale à 1 semaine
- Au plus tard 1 mois avant la date lorsque la durée est supérieure à 1 semaine
- Au plus tard le 1<sup>er</sup> mai de l'année en cours pour les congés d'été

A défaut de respect de ces délais d'information, les jours posés sont considérés comme de la convenance personnelle et ne sont donc pas comptabilisés en congés ni déductibles de la facture.

## 9 INFORMATIONS ET PARTICIPATION DES PARENTS

---

Le bien-être de l'enfant dépend de la qualité de la relation établie entre les parents et les professionnel(le)s, c'est pour cette raison qu'il est demandé aux familles de prévoir 10 minutes d'échanges à l'arrivée et au départ de l'enfant. Ces moments essentiels sont l'occasion de transmissions, d'échanges et participent à la continuité éducative.

Les structures veillent à toujours favoriser la communication avec les familles au travers de transmissions écrites et orales, d'affichage, de réunions de parents, de journées porte-ouverte....

(Le) la responsable de la structure est à la disposition des parents pour toute question concernant leur enfant ou l'organisation du mode d'accueil.

La participation des parents peut être sollicitée lors d'événements festifs ou de sorties organisées.

## 10 DISPOSITIONS PARTICULIERES

---

### 10.1 ASSURANCE

Les parents doivent souscrire une responsabilité civile familiale. La Ville est assurée en responsabilité civile pour les risques encourus par l'enfant pendant son accueil. Cette assurance prend à sa charge, sur justificatif, le remboursement des frais médicaux en complément de la sécurité sociale et de la complémentaire santé à l'exclusion de tout autre frais. Si aucun organisme n'intervient dans le remboursement, les frais médicaux ne pourront pas être pris en charge.

La commune décline toute responsabilité pour le vol ou les dommages causés au matériel entreposé aux abords ou dans les locaux d'accueil (poussettes...).

---

Le présent règlement a été voté au  
Conseil Municipal du 03 Juillet 2020

---

Pour le Maire  
Par délégation  
L'Adjointe au Maire déléguée à l'Enfance



Claudine MORVAN LE BRECH

